

## Macron prône des relations « apaisées » avec le Rwanda

AFP, 23 mai 2018



Le président français Emmanuel Macron (à gauche) accueille son homologue rwandais Paul Kagame à l'Elysée le 23 mai 2018 / © AFP / Ludovic MARIN

Près d'un quart de siècle après le génocide au Rwanda, la normalisation entre Paris et Kigali est en marche mais elle « *prendra sans doute du temps* », a averti jeudi Emmanuel Macron en recevant son homologue Paul Kagame.

« *Nous avons décidé de travailler ensemble de manière pragmatique* », a résumé le chef de l'Etat français à l'issue d'un long tête-à-tête avec Paul Kagame à l'Elysée.

Emmanuel Macron a ainsi fait un geste en annonçant son soutien à une candidature de la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Les relations entre Paris et Kigali sont tendues depuis le génocide de 1994 qui a fait, selon l'ONU, quelque 800.000 morts, essentiellement parmi la minorité tutsi, mais aussi chez les Hutu modérés.

Arrivé au pouvoir après le génocide, Paul Kagame a accusé les autorités françaises d'avoir soutenu le pouvoir hutu et d'avoir été ainsi un acteur des tueries.

« *Il ne faut en aucun cas sous-estimer les difficultés du passé* », a reconnu Emmanuel Macron. « *Nous n'allons pas tout normaliser du jour au lendemain. Mais nous avons la volonté de faire* », a-t-il ajouté devant la presse.

Pour le prouver, il a réservé un accueil de choix à l'homme fort de Kigali, qui n'avait pas été reçu à l'Elysée depuis 2011.

Paul Kagame a en effet été convié à un déjeuner avec la fine fleur des patrons du numérique, comme Mark Zuckerberg (Facebook) et Satya Nadella (Microsoft), accueillis à l'Elysée pour le sommet Tech-ForGood.

Les deux dirigeants se retrouveront jeudi pour visiter le salon VivaTech, Paul Kagame nourrissant l'ambition de faire de son petit pays d'Afrique centrale l'un des cœurs numériques du continent.

Sans revenir sur les blessures du passé, le président rwandais a insisté sur le rôle qu'il voit jouer à la France en Afrique, un rôle « *complémentaire* » de « *soutien* », notamment dans le domaine de la sécurité. Louant la « *disponibilité* » de M. Macron, il a prôné « *une nouvelle approche qui correspond à une nouvelle époque* ».

Paul Kagame s'appuie pour cela sur ses responsabilités de président en exercice de l'Union africaine (UA), dont il entend réformer la gestion des crises, comme celles en RD Congo ou au Sahel.

Très impliqué dans le dossier sahélien et la lutte contre les groupes jihadistes qui y sont actifs, Emmanuel Macron a annoncé sa participation au sommet de l'UA début juillet à Nouakchott. Il pourrait se

rendre dans la foulée au Nigeria, le géant anglophone d'Afrique de l'Ouest.

### - “Mémoire collective” -

Paris a toujours démenti toute implication dans le génocide de 1994. Mais en 2010, le président Nicolas Sarkozy avait reconnu lors d'un déplacement à Kigali de « *graves erreurs d'appréciation* » de Paris et une « *forme d'aveuglement* », sans toutefois présenter d'excuses.

Les relations bilatérales s'étaient ensuite de nouveau dégradées en raison des procédures judiciaires en cours, et la France n'a plus d'ambassadeur à Kigali depuis 2015. Mais, selon M. Macron, il est encore trop tôt pour en nommer un nouveau.

Pour le président français, « *l'enjeu fondamental* » est désormais de « *mener un travail apaisé* » sur « *la place du génocide des Tutsis dans notre mémoire collective* ». « *Un groupe de chercheurs sera constitué dans les mois à venir* » pour « *faire progresser notre connaissance sur l'un des pires drames de la fin du XX<sup>e</sup> siècle* », a-t-il annoncé sans entrer dans les détails.

Parallèlement, il a souhaité que se poursuive « *le travail de déclassification* » des archives officielles sur cette période qui a été engagé ces dernières années.

Concernant la francophonie, Emmanuel Macron a réaffirmé que son « *centre de gravité* » était « *aujourd'hui en Afrique* ». De ce fait, cela aurait « *beaucoup de sens* » que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) soit de nouveau présidée par un Africain.

« *La ministre des Affaires étrangères du Rwanda a toutes les compétences pour exercer cette fonction. Elle a une maîtrise parfaite de la langue française dans un pays dont le président s'exprime en anglais mais dont la moitié de la population continue de parler français* », a-t-il expliqué.

(©AFP / 23 mai 2018 19h35)